



Fenêtre sur le monde n°27



Se libérer ! De la pandémie ou de la peur ? S'habituer ! Aux vies « hybrides », aux chiffres derrière lesquels se cachent des humains qui souffrent et continuent de mourir sous des cieux lointains, à l'heure où, ici, on s'apprête à lever les dernières « barrières » protectrices ? Reconstruire ! Quelle vie, quel édifice, quelles certitudes ébranlées ? La phase des questions à réponses incertaines égare les partisans d'une liberté aux contours flous. Et pourtant, avec constance et

abnégation, il faut cultiver notre jardin : c'est parce que des cerveaux se sont coordonnés qu'une certaine maîtrise de la pandémie a été possible. Et c'est la cupidité capitaliste qui a emprisonné la connaissance dans ces coffres dont on n'arrive pas à faire éclater les serrures. Plus de coffres, plus de serrures : voilà le plus haut degré d'une liberté qui ne roule pas en semi-remorque sur des avenues enneigées. Cette liberté sera une conquête de plus, acquise de haute lutte. Une lutte de plus, qui s'ajoute à toutes celles qui se mènent aujourd'hui avec une intensité décuplée. Avoir souffert donne la force et le droit de réclamer sa part de la manne dédiée à la relance. Millionnaires et milliardaires se sont très bien portés ces deux années pandémiques. Il est temps de passer à la caisse. De gré ou de force.

Justice vaccinale, espoir mondial

En Afrique du Sud, un laboratoire de recherche contourne Moderna

C'est l'info du jour sur Twitter le 3 février, diffusée par la militante et juriste sud-africaine Fatima Hassan, très active sur le terrain de la justice sociale, y compris de la justice vaccinale. Un laboratoire sud-africain a réussi à « copier » la formule de Moderna et de produire un vaccin à ARN messager basé sur une séquence du processus qui n'est pas couverte par le brevet. Ce succès est aussi important pour la plateforme sud-africaine de partage de technologie et de savoir-faire, lancée par le gouvernement du pays et soutenue par l'OMS, mais négligée tant par les compagnies de Big Pharma que par les pays riches (cf. *Fenêtre* n°23). C'est un honneur pour la science sud-africaine et africaine en général, car c'est la première fois que cela se produit sur le continent.

Un article dans *Nature* (dans la partie « Nouvelles » du site de la revue) détaille l'exploit de ces chercheurs et, dès le chapô, annonce leur objectif : développer la capacité de production du vaccin dans les pays pauvres ou à revenu moyen. Et la première phrase de l'article insiste sur le fait que ce travail a été accompli « sans la participation de Moderna ». Les chercheurs eux-mêmes le soulignent : « nous n'avons pas d'aide des grandes compagnies qui produisent les vaccins anti-COVID, c'est pourquoi nous avons travaillé tout seuls et nous avons montré au monde que c'est possible et que c'est possible ici, sur le continent africain », déclare dans *Nature* Gerhardt Bouke, le scientifique en chef du laboratoire Afrigen où s'est produit l'exploit.

Certes, pour l'instant la production est limitée et seulement in vitro, mais les essais cliniques sont annoncés pour bientôt et, surtout, c'est la première pierre d'une initiative majeure soutenue par l'OMS pour promouvoir la vaccination dans tous les pays du monde et ainsi pouvoir affronter plus efficacement le coronavirus. Les pays du sud ne peuvent plus attendre, car les promesses de livraison de vaccins ne sont pas honorées à temps.

Certes, la production à grande échelle ne sera pas pour cette année, mais ce un début prometteur dément le discours des responsables de Big Pharma qui soutiennent mordicus que l'ouverture des données serait un frein à l'innovation. La recherche scientifique avance sans eux, et c'est tant mieux.

C'est une équipe de l'Université de Johannesburg qui a commencé avec une molécule d'ADN qui a servi ensuite à synthétiser l'ARN messager nécessaire pour le vaccin. La séquence était sous brevet, mais des chercheurs de l'Université de Stanford (Californie) l'ont déposée en mars dernier sur une plateforme

en accès ouvert. Et l'Université de Witwatersrand qui s'est mise dans la boucle a déclaré, par la voix de Patrick Arbuthnot, directeur de recherche en thérapie génique, qu'ils n'étaient pas « intimidés », car la procédure en question est générique.

Des messages d'encouragement sont arrivés de partout. Afrigen les a reçus avec fierté : « les scientifiques du monde entier étaient assez désillusionnés à cause de ce qui s'est passé avec la distribution des vaccins, et ils voulaient aider le monde à sortir de ce dilemme », a déclaré son directeur. Le travail a progressé encore en janvier. Maintenant, la difficulté sera la production au niveau industriel, mais Afrigen ne semble pas près de s'arrêter, et l'Afrique du Sud peut disposer d'usines adéquates, puisqu'elle a déjà produit pour les compagnies de Big Pharma (cf. *Fenêtre* n°24).



Même si l'exploit d'Afrigen n'est qu'un début, il soulève une vague d'espoir sur le continent. De nombreux chercheurs ont repris courage, las de compter sur la science et la production venue du nord. À juste titre, les Africains pointent une question de pouvoir dont découlent les inégalités d'accès à la santé dans le monde.

C'est un plaisir de voir ce résultat d'une coopération scientifique internationale ouverte, telle qu'elle est promue par la récente recommandation de l'UNESCO sur la science ouverte. Dans un domaine où les brevets sont souvent considérés comme preuve « d'excellence », et où, pendant la pandémie, ils ont contribué à enrichir de façon outrancière les dirigeants et actionnaires de Big Pharma, les Sud-Africains montrent en actes ce qu'est une « science bien commun de l'humanité ».

Souhaitons-leur tout le succès possible.

L'article de *Nature* :

<https://www.nature.com/articles/d41586-022-00293-2>

L'article de *Politico* intitulé « démocratiser la production des vaccins » :

<https://www.politico.eu/article/who-copy-moderna-jab-project-democratize-vaccine-production/>

Il Manifesto en parle aussi, le 6.02.2022. « Moderna est très embêtée » :

<https://urlz.fr/hvbj>

Dans *l'Humanité* du 16.02.2022, un article excellent et fouillé de l'incontournable « vigie vaccin », Thomas Lemahieu, relate les efforts des pays à contourner Big Pharma et souligne le double discours de la France, qui a aujourd'hui une énorme responsabilité compte tenu de sa présidence du Conseil de l'Union européenne (UE). Les brevets « soutiennent l'innovation », dit un ministre ; « les vaccins doivent être des biens publics mondiaux », disait le président de la République au début de la pandémie. Qui dit vrai ?

<https://www.humanite.fr/monde/brevets-des-vaccins/vaccins-anti-covid-malgre-lobstruction-des-etats-et-de-big-pharma-la-digue>

Partenaire de l'Afrique ?

Malgré le fait que l'UE veut être « le partenaire de choix » de l'Afrique, au sommet UE-Union africaine tenu le 17 février l'exigence-clé des Africains de lever les brevets et partager la technologie des vaccins et dispositifs anti-COVID afin de pouvoir produire sur le continent n'a pas été satisfaite. La déclaration finale n'en fait même pas mention, elle contient juste la phrase assez vague que « l'UE et l'Union africaine s'engagent à traiter des aspects relatifs à la propriété intellectuelle ». Ce qui ne signifie rien du tout, car parler d'un sujet n'est pas résoudre un problème. Et comme le souligne un article de *Politico* du 18.02.2022, cela fait maintenant 18 mois que la proposition de l'Afrique du Sud et de l'Inde est sur la table, et aucune avancée. Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a usé de toute sa force de persuasion pour rien dans ce sommet. Certains, déçus, parlent d'une occasion manquée. Une de plus :

<https://www.politico.eu/article/vaccine-trouble-eu-africa-summit-reset/>

RESPONSE TO #AUEU COMMUNIQUE:

This communique is not an agreement of equal partners. EU leaders have ignored the urgent demands of the African Union to tear down the barriers to vaccine equity.

Far from a commitment to African sovereignty, the EU's approach is plainly neo-colonial.

MAAZA SEYOUM
Global South Convenor of the People's Vaccine Alliance

#AUEUSummit

THE PEOPLES VACCINE

Nous, nous voulons produire des vaccins

Le Maroc a commencé le premier lançant la construction d'une usine de production du vaccin chinois Sinopharm. L'usine sera située à Casablanca et produira aussi d'autres vaccins et médicaments. Elle nécessitera un investissement de 400-500 millions d'€. C'est un partenariat entre le Maroc et l'entreprise suédoise Recipharm. Le Maroc vise ainsi son indépendance vaccinale (couvrir près de 70% de ses besoins) et l'exportation aux autres pays africains. Un premier partenariat a déjà été signé avec le Gabon.

La conformité de l'usine marocaine a été certifiée par des scientifiques chinois qui ont tout vérifié minutieusement. Voilà le « vaccin made in Morocco » en préparation.

D'autres pays sont aussi sur les starting blocks pour produire des vaccins anti-COVID, comme l'Égypte, l'Algérie ou le Sénégal (l'Institut Pasteur de Dakar), en plus de l'Afrique du Sud (cf. supra). La branche égyptienne de l'OMS avait annoncé en juin 2021 la production de 300.000 doses du vaccin chinois Sinovac. L'Algérie, avec son usine de Constantine, en partenariat elle aussi avec Sinovac, vise 8 millions de doses/mois. Avec toujours le même objectif : couvrir les besoins du pays et exporter en Afrique.

On remarquera que les accords sont passés à chaque fois avec la Chine pour produire son vaccin. Ce qui fait dire à certains médias occidentaux que la Chine fait ainsi de la « diplomatie vaccinale », en plus de sa politique assez agressive d'investissements dans des infrastructures de plusieurs pays africains. La Chine étend son influence en Afrique : c'est à surveiller étroitement. Elle pourrait ainsi supplanter d'anciennes puissances coloniales qui considèrent l'Afrique comme leur pré carré (afin de garder la mainmise politique et militaire, cf. la calamiteuse attitude de la France au Mali et ailleurs) et comme le lieu de prédilection pour leurs compagnies extractives (cf. Total).

Certes, aucun des pays susmentionnés n'est caractérisé par un régime démocratique favorisant la transparence et la liberté d'opinion. Certes, les initiatives de production de vaccin pourraient être utilisées pour redorer le blason de ces régimes. Mais si Sinovac ou Sinopharm veulent donner leur feu vert, partager leur savoir-faire et leur technologie, et faire produire des vaccins là où les populations en ont besoin, faut-il y voir à tout prix une manœuvre politicienne ? Aucune firme « occidentale » ne l'a fait : qui les en a empêchées ?

On se rappelle que ces firmes s'accommodaient très bien de la sous-traitance, faisant produire en Inde pour exporter partout ailleurs et laisser les Indiens mourir de la COVID19. On se rappelle aussi qu'il a fallu que le gouvernement et la société civile sud-africains se battent pour que la production sous licence des vaccins dans les usines du pays ne soit pas exportée mais soit utilisée sur place. Comble de l'hypocrisie : quand, au tout début de la pandémie, l'Italie suffoquait et les cadavres s'entassaient, ce sont les médecins cubains de la fameuse « brigade Henry Reeve » qui lui ont prêté main forte ; mais que n'avait-on alors entendu sur « la diplomatie médicale » cubaine, sur cette aide prétendument très intéressée ? L'Italie a par la suite exprimé sa reconnaissance à Cuba. Les syndicats italiens ont pris des initiatives d'aide en retour, compte tenu du blocus états-unien qui fait souffrir Cuba depuis 60 ans (cf. *Fenêtre* n°26).

On voit avec plaisir que les pays africains en ont assez de paroles en l'air et de promesses. Il a fallu du temps pour se mettre en mouvement, mais maintenant c'est fait. Avec qui veut se tenir à leurs côtés. Et avec la volonté de s'émanciper pour ne plus dépendre d'anciens colonisateurs, « partenaires » bien encombrants. Pour être « partenaires », il faut être égaux.

Quelques liens pour aller plus loin :

<https://amp.lefigaro.fr/flash-eco/le-maroc-lance-la-construction-d-une-usine-de-fabrication-de-vaccins-anti-covid-20220127>

<https://www.challenge.ma/le-laboratoire-marocain-sothema-pret-pour-la-production-du-vaccin-anti-covid-19-228007/>

<https://information.tv5monde.com/afrique/afrique-la-course-continentale-la-production-de-vaccins-contre-le-covid-19-422781?amp>

<https://amp.allodocteurs.fr/senegal-maroc-algerie-afrique-du-sud-la-course-a-la-production-de-vaccins-anti-covid-saccele-32367.html>

Merci à Habiba Berkoun, notre trésorière nationale, de nous avoir fourni toutes ces informations.

Les traitements anti-COVID arrivent : attention à ne pas reproduire les injustices

Othoman Mellouk est membre du réseau d'ONG *International Treatment Preparedness Coalition* (ITPC) qui lutte pour l'accès universel notamment aux traitements anti-SIDA. Fort de son expertise en médicaments génériques et du combat d'ITPC pour garantir à tous le droit à la meilleure santé possible, il publie une tribune dans le *Guardian* du 20.02.2022 mettant en garde contre « Big Pharma [qui ne doit pas] décider en dernier ressort qui reçoit ou non la pilule de traitement anti-COVID ».

L'exemple des inégalités et injustices vaccinales criantes et du rôle joué par les multinationales comme Pfizer pour protéger leurs « découvertes » par des brevets afin d'accroître leurs profits est éclairant au moment où ces mêmes laboratoires, ou d'autres, comme Merck, mettent sur le marché les médicaments anti-COVID. Les pays riches, complices de Big Pharma, sont aussi responsables de la situation. Et ils continuent sur la même voie, puisqu'ils passent des commandes qui couvriront bien plus que leurs besoins et leur permettront, comme pour les vaccins, de faire des stocks en privant les autres.

Othoman Mellouk ne parle pas que des brevets, mais de toute la chaîne de production qui doit être libérée du contrôle des multinationales capitalistes : ce ne sont pas Pfizer et Merck qui doivent décider à qui elles accorderont l'autorisation de produire, avec quels heureux élus elles partageront le savoir-faire et la technologie. Pour l'instant c'est ce qui se passe. Pfizer s'attend à gagner 22 milliards de \$ cette année grâce à sa pilule « Paxlovid », qui s'ajouteront aux 37 milliards de \$ des vaccins en 2021. Pfizer et Merck contrôlent strictement qui aura le droit de produire des génériques de leurs pilules grâce à leur plateforme appelée « *Medicines Patent Pool* ». Les autres n'en auront pas accès et ne pourront rien faire.



Strengthening Community Responses
to HIV Treatment & Prevention

Dans notre *Fenêtre* n°26, nous avons parlé du Bangladesh qui a trouvé le moyen de « copier » le « Paxlovid » et de le produire en générique sous un autre nom. Mais, selon Othoman, le prix de ce générique demeure trop élevé (170\$ pour un traitement complet). Et pour se mettre à l'abri, Merck veut étendre son brevet à 20 ans et a créé 53 applications pour le protéger et en contrôler l'utilisation.

Les deux compagnies font pour le médicament ce qui a été fait pour le vaccin : créer une pénurie factice pour faire grimper le prix. Dans ce « marché libre » (rappelons-nous la liberté du renard dans le poulailler libre !), quand il y a pénurie, les premiers arrivés sont les premiers servis et les autres regardent juste le taux de contamination et de mortalité augmenter.

Othoman plaide pour la levée des brevets et de toutes les autres barrières qui restreignent l'accès aux médicaments qui sauvent des vies. Selon lui, la production de médicaments génériques anti-COVID comme ceux de Pfizer et Merck est simple et peut se faire dans plusieurs pays en voie de développement s'ils ont accès au savoir-faire et s'ils sont à l'abri d'actions en justice de la part de Big Pharma.

Il est « vital de ne pas marcher comme des somnambules en laissant aux compagnies la main sur qui va vivre et qui va mourir », conclut Othoman. Quand la vie, la santé de tant d'humains est en jeu, comme c'était le cas pour le SIDA ou pour les traitements contre l'hépatite C, aucune hésitation n'est permise. Avant qu'on aboutisse à la même situation inacceptable que celle qu'on est en train de vivre pour les vaccins, il faut agir en amont pour la production de médicaments (vraiment) génériques anti-COVID.

<https://urlz.fr/hvbs>

Afghanistan

Le système de santé est en faillite, pendant que la peur d'Omicron rôde

Un long article signé David Zucchino et Safiullah Padshah, écrit de Kaboul et publié dans le *NYTimes* du 6.02.2022 avertit dès le titre que 90% des hôpitaux et cliniques d'Afghanistan sont susceptibles de fermer dans les deux mois qui viennent s'ils ne trouvent pas de ressources financières pour payer le personnel et s'équiper de matériel et de médicaments.

Cette situation est d'abord décrite à travers plusieurs cas tragiques d'enfants en état de malnutrition grave, que leurs mères désespérées apportent à l'hôpital pédiatrique Indira Gandhi de Kaboul. Le pédiatre qui s'en occupe, le Dr Mohammad Iqbal Sadiq, déplore l'hospitalisation tardive de ces bébés et jeunes enfants, qui compromet leurs chances de survie. Sur les photos illustrant l'article, on voit ces corps minuscules et, à leurs côtés, les mères, la plupart couvertes de la tête aux pieds, mais quelques-unes arborant seulement leurs longs foulards traditionnels multicolores. On voit aussi un couple (la mère est en burqa...) qui sort d'un taxi, le père tenant dans ses bras l'enfant enveloppé dans des couvertures.



Les trois-quarts de la population est plongée dans la pauvreté, puisque l'arrivée des Talibans a interrompu le financement international, cette perfusion qui permettait au pays de tenir, de soigner et nourrir ses habitants. Les Nations Unies ont appelé à des dons internationaux d'au moins 5 milliards de \$ pour prévenir le désastre humanitaire.

L'OMS dit que les maladies les plus graves, diarrhée, rougeole, dengue, malaria et bien sûr COVID19 sévissent dans le pays et risquent de porter le coup de grâce à ses hôpitaux déjà à bout de souffle.

Les trois précédentes vagues pandémiques ont épuisé les moyens, mais se sont déroulées quand les organisations internationales comme Médecins sans frontières et l'aide financière internationale étaient encore là. Aujourd'hui, aucune solution pérenne n'est trouvée.

Les officiels Afghans, même au ministère de la santé à Kaboul, ne portent le plus souvent pas de masques. Les mesures de protection anti-COVID se limitent à des affiches dans les couloirs des services gouvernementaux. Les journalistes du *NYTimes* ont été surpris de voir qu'on se serre les mains, on s'embrasse ou on se prend dans les bras (NDLR. en Orient, les embrassades entre hommes sont une forme fréquente

de salut amical), sans aucune précaution. Même à l'hôpital afghan-japonais de Kaboul où se trouve le seul service spécialisé COVID19 qui survit encore, les règles ne sont pas respectées. Et pour cause, dit son directeur, le Dr Tariq Ahmad Akbari : « quand j'essaie de parler de la COVID19 aux gens, ils disent qu'ils n'ont pas de nourriture, pas d'eau, pas d'électricité : pourquoi se soucieraient-ils de ce virus ? ». Mais en tant que médecin, il sait bien qu'Omicron est déjà entré dans le pays et que le danger est imminent.

Le personnel de ce centre n'était pas payé depuis cinq mois. Parmi les médecins, huit femmes, dont sept ont fui le pays à l'arrivée des Talibans. En général, la réduction du personnel est drastique : 190 personnes restent des 350 présents en août dernier. D'une part les femmes sont obligées de rester à la maison « pour leur sécurité » comme disent les Talibans, de l'autre le manque de salaire a conduit à la démission des personnes qui ont la possibilité de quitter le pays en quête d'un avenir meilleur. Certains de ceux qui restent s'arrangent pour loger à l'hôpital, car ils n'ont pas d'argent pour payer leur loyer.

Quant à l'équipement, il n'y a pas d'oxygène ou les machines ne fonctionnent pas. On voit sur une photo le délabrement dont il est question. Récemment, l'hôpital a reçu une subvention de 800.000\$ de la part de l'hôpital Johns Hopkins, pour deux mois. « Heureusement » que la fermeture du pays suite à l'arrivée des Talibans a retardé la vague pandémique...

Mais les nouveaux gouvernants n'ont que faire de tenir les données à jour, d'organiser des campagnes de tests ou de vaccination pour tout le monde. Le centre COVID du Dr Akbari ne fait que 150 tests par jour, au lieu des 600-700 avant. Et quand on voit l'état des « services d'urgence » où sont hospitalisés les patients COVID, on a peine à croire qu'il s'agit d'unités spécialisées pour affronter une maladie si grave : cela ressemble à une salle d'hospitalisation standard du vieux temps, sans isolement, et sans matériel. Une patiente est assise sur son lit portant... ses vêtements de ville !

Le Dr Akbari pense que les Afghans ne se soucient pas de traiter le coronavirus, car ils ont bien d'autres problèmes plus graves. Ils ne viennent donc pas à l'hôpital. Mais cela signifierait qu'il n'existe pas de surveillance des infections, qui peuvent se propager très vite. Dans un pays qui demeure très rural, la population est de toute façon éloignée de la santé. Et comme les Talibans ne semblent pas s'embarrasser des données statistiques, on n'a aucune information sur la propagation de la pandémie en milieu rural.



Encore le Dr Akbari : « si nous avons une poussée comme pour les deuxième et troisième vagues, nous ne sommes pas équipés pour la gérer ». Défaitiste ou réaliste ? Pourtant, il ne songe pas du tout à abandonner son poste ou à quitter le pays. Comme le pédiatre de l'hôpital Indira Gandhi, il fait partie de cette minorité de soignants qui se dévouent à leurs patients malgré l'obscurantisme des Talibans, sans salaire et sans personnel.

Le dévouement a ses limites. Il ne s'agit pas de pactiser avec les Talibans, mais de trouver une solution pour que la COVID19 ne s'ajoute pas aux autres fléaux qui tuent les Afghans, maintenant que les blessés ou mutilés de guerre ont diminué. Ce ne sont pas les subventions temporaires comme celle de l'hôpital Johns Hopkins ou de la Croix Rouge internationale qui résoudront le problème. Comme le dit un responsable de Médecins sans frontières, « pendant 20 ans, nous avons maintenu l'Afghanistan sous perfusion et du jour au lendemain nous avons arrêté le goutte-à-goutte. Maintenant, nous devons trouver un moyen de le remettre en place ».

Et si l'aide humanitaire permettait aussi le retour au travail de ces femmes soignantes qui manquent tant à l'unité spécialisée COVID19 du Dr Akbari ? Car les scientifiques, intellectuelles et artistes afghanes qui ont fui les Talibans désirent ardemment retourner aider leur pays. Mais pas au prix de leur liberté.

<https://www.nytimes.com/2022/02/06/world/asia/afghanistans-health-care-system.html?smid=tw-nytimes&smtyp=cur>

Un reportage rare de Pierre Barbancey sur l'éducation clandestine des filles afghanes d'aujourd'hui, grâce au dévouement des enseignantes est à lire dans *l'Humanité magazine* du 30.01.2022. Ce sont elles, les futures soignantes dont le pays aura besoin :

<https://www.humanite.fr/monde/afghanistan/afghanistan-reportage-dans-les-ecoles-clandestines-de-kaboul-735891>

Les Talibans rouvrent certaines universités publiques, même pour les filles (au moins en théorie), et relâchent deux journalistes d'*Ariana News*, mais détiennent toujours deux militantes arrêtées dont aucune nouvelle ne filtre. Au même moment, un rapport sur la crise humanitaire aiguë arrive au Conseil de sécurité de l'ONU.

Lire *Il Manifesto* du 3.02.2022 :

<https://urlz.fr/hvbn>



Les femmes sont les plus courageuses : elles manifestent dans la rue, au mépris des menaces des Talibans.

Celles qui travaillaient avant pour les services publics et ont perdu leur travail (les Talibans les ont empêchées d'y retourner pour « des raisons de sécurité », comme les enseignantes et les universitaires) n'ont pas été payées depuis août. Maintenant, elles en ont assez. Même si elles ne durent pas longtemps et ne perturbent pas vraiment la circulation, ces manifestations sont un signe que les Afghanes ne sont pas près d'abandonner leurs droits. Elles se disent résolues à continuer de revendiquer.

Lire le *NYTimes* du 24.0.2022 :

<https://www.nytimes.com/2022/01/24/world/asia/afghan-women-taliban-protests.html?searchResultPosition=2>

Birmanie/Myanmar

Un an et deux vagues pandémiques après : la peur et la violence

L'ONG *Physicians for Human Rights* (PHR) publie sur son site un article détaillé avec des données concernant le personnel de la santé à Myanmar/Birmanie, depuis l'installation de la junte militaire suite au coup d'état de février 2021 jusqu'en février 2022. Cette rétrospective s'intitule « nos travailleurs de la santé travaillent dans la peur », car, pendant cette année, ils ont été dans la ligne de mire des militaires et ont subi des arrestations et des violences.

L'historique est connu (cf. *Fenêtre* n°24). L'Internationale de l'éducation (IE) ne cesse de mener des campagnes de solidarité aux syndicats birmans qui défendent la démocratie et les droits. Comme les fonctionnaires ont été à la pointe du mouvement de désobéissance civile (CDM, *Civil Disobedience Movement*) et que les soignants travaillent en majorité dans le secteur public, ils ont été ciblés depuis le début par les militaires.

« Aujourd'hui, Myanmar est devenue l'un des endroits au monde les plus dangereux pour les soignants », souligne PHR.

La junte a transformé les hôpitaux en bases militaires et confisqué l'aide humanitaire destinée à soigner la population. Quand la troisième vague dévastatrice de la COVID19 est arrivée en juillet 2021, des milliers de personnes sont mortes : PHR pense que les données sont même en deçà de la réalité, compte



Physicians for
Human Rights

tenu des morts à la maison de patients contaminés qui n'avaient pas accès aux soins médicaux et ne sont passées ni par des dispensaires, ni par les hôpitaux, bloqués par les militaires.

PHR a travaillé avec les chercheurs du *Center for Public Health and Human Rights* de l'Université Johns Hopkins et suivi un protocole open-source d'analyse des données mis en place par Berkeley (*Berkeley Protocol on Digital Open source Investigations*). Les données sont donc analysées avec une méthodologie rigoureuse (et conforme à la science ouverte !) ; les statistiques rapportées dans l'article sont de la plus haute fiabilité.

En un an, 286 arrestations de soignants, 128 établissements de santé fermés, 30 soignants tués. Les « incidents » (c'est-à-dire les attaques violentes), au nombre de 415, sont en augmentation de septembre 2021 à janvier 2022 (données encore incomplètes pour ce mois au moment de la publication de l'article début février). Quand on voit que des médecins ont été accusés de haute trahison (!) au moment même où le pays affrontait la vague COVID, on mesure la perversité de la junte et son mépris pour la population.

En janvier 2022, un responsable du département de santé publique (contrôlé par la junte) a demandé une liste de soignants qui participent au CDM, laissant craindre de nouvelles persécutions en vue.

Mais le pays est-il débarrassé de la pandémie au point de se payer le luxe de considérer ses soignants comme des dangereux rebelles ?

Quelques cas rapportés montrent exactement le contraire. En juin 2021, un couple de médecins a été arrêté et emprisonné. Le mari était un enseignant de médecine à l'Université de Mandalay. Il a attrapé la COVID19 en prison, transféré trop tard à l'hôpital, mort. La femme aussi a été contaminée en prison. Ils avaient 45 ans...

En juillet 2021, on a appelé en urgence une équipe médicale prétendument pour une téléconsultation COVID19 et une éventuelle visite au domicile des « patients » après. Mais c'était un piège pour les arrêter.

Une clinique associative où se faisaient soigner des patients COVID a été attaquée, son personnel arrêté, les respirateurs et les PPE confisqués. Des ambulances transportant des patients COVID ont été détournés par des milices armées.

En novembre 2021, les militaires ont envahi un dispensaire et arrêté 18 soignants qui y travaillaient. Parmi les patients, 7 étaient en soins COVID. On leur a dit d'aller se faire soigner ailleurs !

En décembre 2021, une femme médecin a été tuée par balles tandis qu'elle rentrait chez elle après avoir été dans une ville pour y vacciner les habitants contre la COVID19. Elle avait toujours travaillé dans un hôpital privé, n'avait participé à aucune manifestation et n'était pas membre du CDM. Elle était tuée juste parce qu'elle vaccinait les gens... Ces milices armées en ont sûrement contre le vaccin, car ils ont bombardé un ancien hôpital transformé en centre de vaccination. Heureusement, pas de dommages ou de victimes.

Quand les habitants de Yangon (Rangoun, la capitale) ont été frappés par la pandémie, ils faisaient la queue pendant de longues heures pour remplir des bouteilles d'oxygène. C'était le cas dans plusieurs villes. Mais les militaires ont détourné l'équipement pour eux. Après, ils ont demandé que les gens s'enregistrent pour avoir accès à l'oxygène. C'était un moyen de les contrôler et de rationner la distribution. Ils ont aussi obligé une usine de production d'oxygène à fournir seulement l'armée.

Dans une ville, ceux qui faisaient la queue ont été dispersés et obligés de rentrer chez eux. Ce n'est donc pas étonnant que, lors de cette troisième vague, le taux de mortalité COVID à Myanmar était le plus élevé du monde. Même en janvier 2022, après le pic de la vague, on parle de plus de 19.000 morts. PHR pense que c'est dû au fait que les militaires n'ont pas pris de mesures pour endiguer la pandémie. Ils ont laissé courir...

Quand les militaires sont arrivés au pouvoir, ils ont arrêté la campagne de vaccination qui était planifiée par le gouvernement renversé et devait répondre aux besoins de chaque groupe de la population. L'instabilité du pays a retardé la livraison des doses prévues. Les militaires ont donc fait main basse sur l'existant pour se le distribuer. COVAX, qui devait livrer 5,5 millions de doses en mars 2021 a ajourné

sine die la livraison. Finalement, COVAX a prévu de livrer des vaccins en décembre 2021 à la frontière entre la Thaïlande et le Myanmar, pour que le risque de détournement par les militaires soit le moindre possible.

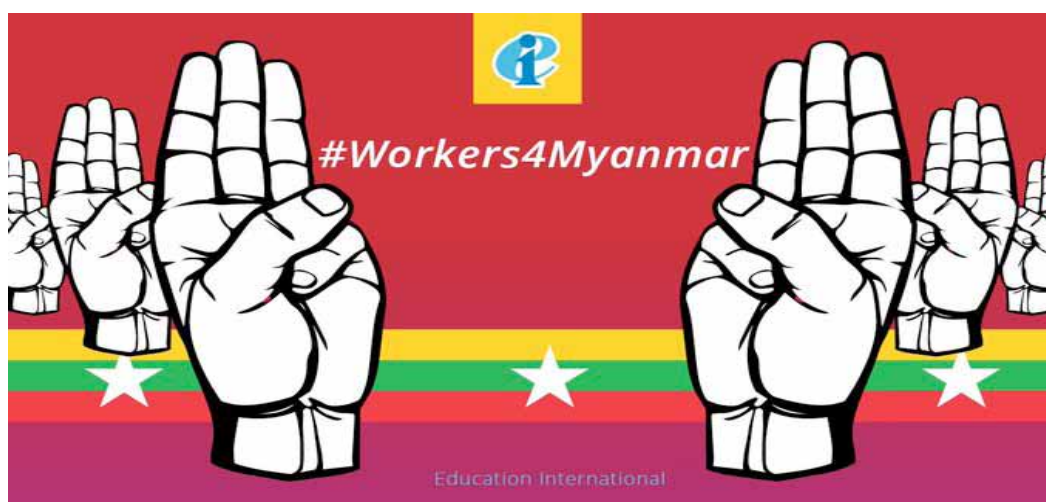
Que va devenir la population ? Elle continue de résister, pacifiquement ou par les armes, mais beaucoup, surtout des jeunes, ne voient d'autre horizon que la fuite pour se protéger et protéger les leurs des persécutions.

Et pendant ce temps, la « communauté internationale » regarde ailleurs...

<https://urlz.fr/hvbu>

Lire dans *l'Humanité* du 1.02.200 l'article de Lina Sankari intitulé « Birmanie, l'an I de la résistance » pour comprendre que la résistance n'a pas faibli, mais la répression non plus :

<https://www.humanite.fr/monde/birmanie/birmanie-lan-i-de-la-resistance-736433>



Canada

À Ottawa, le convoi *Freedom 2022* sème le désordre

Le gouvernement fédéral canadien a demandé à tous les camionneurs du pays qui traversent régulièrement la frontière avec les États-Unis de se faire obligatoirement vacciner. Ces camionneurs sont très nombreux, et, d'après eux, la majorité n'avait pas besoin d'obligation gouvernementale pour faire le nécessaire. Mais l'obligation a mis le feu aux poudres dans une capitale canadienne où le thermomètre descend à -16°C en cette première semaine de février.

Les camionneurs refusant l'obligation, et leurs soutiens dans de gros pick-up ou autres véhicules particuliers, ont lancé le convoi appelé *Freedom 2022* et convergé vers Ottawa.

Le site d'information ottawacitizen.com décrit la situation heure par heure le samedi 5.02.2022, l'illustrant d'une série de vidéos qui montrent l'ampleur de la protestation, l'attitude (très « canadienne ») de la police, mais aussi quelques slogans inquiétants des manifestants.

C'est le deuxième week-end que ce convoi occupe l'espace public, renforcé par quelques tracteurs d'agriculteurs. Les habitants sont très gênés, car la police, pour des raisons de sécurité, a mis sur son site une longue liste d'accès au centre ville depuis l'autoroute 417 qui demeurent fermés pour des raisons de sécurité. Ils se plaignent de restriction de leur liberté de la part des partisans... de la liberté.

Tôt ce samedi matin, la Ville d'Ottawa a publié une carte du centre ville indiquant les endroits les plus impactés par la manifestation des camionneurs et conseillé aux habitants de ne pas se rendre au centre

pour éviter les incidents. C'est vers 9h30 que les agriculteurs étaient annoncés en soutien aux camionneurs qui, sur les lieux où ils s'étaient déjà installés, ont fait de l'animation musicale avec un DJ pour rendre l'attente plus agréable. Il semblerait pourtant que les protestataires ne soient pas tous pacifiques (mais sur les vidéos on ne voit aucune violence physique de leur part, ni de la police), mais qu'ils expriment de la haine envers des politiciens locaux et autres personnes exposées de la communauté ; ces dernières disent avoir reçu des appels menaçants. La police a alors ouvert un numéro vert pour recenser ces menaces.

300-400 camions et quelques 2.000 personnes supplémentaires sont arrivés samedi, en plus des tracteurs. « Nous entrons dans le second week-end de ces manifestations historiques : davantage de convois se mobilisent à travers le pays en solidarité avec le mouvement de la liberté », a déclaré Patricia Enright, responsable du collectif « *No More Lockdowns* ».

Mais l'Association des camionneurs de l'Ontario (la province capitale) a désavoué complètement cette protestation et a tenu de le faire savoir ce même samedi. Son président a dit qu'une grande partie des participants à *Freedom 2022* n'a pas de rapport avec l'industrie des transports. Il a interpellé ses collègues camionneurs qui ont rejoint la manifestation, en les enjoignant de tenir compte de leur importante responsabilité « compte tenu de l'impact qu'[ils vont] avoir sur l'image de [leurs] nombreux collègues qui ne partagent pas [leur] opinion, mais partagent [leur] passion pour l'industrie des transports de ce pays ».

Certaines voix ont demandé au premier ministre Justin Trudeau de mettre fin à ce chaos en envoyant l'armée pour déloger les manifestants. En fin de compte, ils sont dans la capitale fédérale. C'est au gouvernement fédéral de décider comment agir. Mais le Canada n'est pas la France ou les États-Unis. Tout d'abord, la police a adopté une approche de « containment » sans mettre la main sur les manifestants, mais en fermant le périmètre et en protégeant les édifices ou monuments « sensibles ». Ensuite, le premier ministre a fait une déclaration très claire : l'armée n'est pas une force de l'ordre et ne sera pas utilisée à des fins de maintien de l'ordre.



Trudeau semble pourtant la bête noire des manifestants. C'est l'un des points inquiétants montrés dans les vidéos : le slogan « *F**k Trudeau* » est très couru, comme le montrent plusieurs pancartes de toute taille. On y voit aussi sa version qui rappelle furieusement des souvenirs : « *make Canada great again : F**k Trudeau* ». Un autre slogan, plus inquiétant, « *Trudeau assassin* », fait clairement le parallèle avec

les nazis, car les « ss » y apparaissent de façon non équivoque. Des manifestants à cheval ont arboré la bannière « *Trump 2024* ». On voit plusieurs drapeaux des États-Unis, non seulement du Canada. Une pancarte d'un camionneur dit clairement : « *no mask, no jabs* ». Les représentants des camionneurs qui répondent à la presse ne portent jamais de masque, contrairement aux journalistes et aux représentants des habitants qui répondent aussi aux sollicitations des médias.



« Nous ne partons pas avant que le gouvernement annule l'obligation », ont dit les camionneurs. C'est impressionnant, cette longue file de camions si caractéristiques de l'Amérique du Nord, et plus encore du Canada, avec leurs immenses pneus qui roulent dans la neige comme si de rien n'était. La file s'allonge avec les gros pick-up. Le mot « liberté » est sur tous ces véhicules.

Mais cette liberté est considérée comme nuisible pour d'autres.

Une plainte a été déposée par les habitants contre les camionneurs qui faisaient sonner leurs cornes en continu à une intensité incroyable. Cette « *class action* » demandait une indemnisation du préjudice de la pollution sonore. L'audience préliminaire a permis de trouver un arrangement, les camionneurs ayant accepté de limiter le bruit : les cornes sonneront « seulement » entre 8h et 20h.

Un incident a eu lieu lors de cette audience préliminaire, soulignant encore plus la confusion qui règne dans les rangs du convoi *Freedom 2022* : un professeur de droit de l'Université d'Ottawa, Amir Attaran, qui suivait l'audience tenue en ligne, a dénoncé que quelqu'un avait posté dans le chat le « *n-word* », c'est-à-dire le mot *nigger*, qui est tabou car considéré comme une insulte raciste. Mais aucun des plaignants n'était noir... Le professeur de droit a demandé qu'on mette une amende à cette personne pour « conduite inappropriée dans un tribunal », mais le juge a simplement fermé le *chat*...

Les *Freedom 2022* sont financés par une collecte de fonds sur le site *GoFundMe*. Ils ont récolté presque 10 millions de \$ canadiens, mais le site a décidé de fermer leur compte à cause des slogans de haine et de violence. Les personnes qui le demandent peuvent même être remboursées. Cependant, une responsable du mouvement a déclaré avoir tout de suite trouvé un autre site aux États-Unis, *GiveSendGo*, qui se proclame « un site de financement participatif chrétien libre ». *GoFundMe* a ouvert un financement participatif pour les restaurateurs du centre ville qui ont été obligés de fermer...

Une conseillère municipale a voulu jeter de l'huile sur le feu : « le harcèlement et les activités illégales continuent en toute impunité », a-t-elle déclaré. Elle a déposé une motion examinée au conseil le lundi 7 février, pour « obliger le gouvernement fédéral à mettre la situation sous contrôle », afin que « la police puisse protéger nos quartiers, nos entreprises et nos résidents de la violence et l'intimidation ».

Certains habitants sont vraiment très pénalisés. C'est le cas des personnes en situation de handicap. L'*Ottawa Disability Coalition*, tout en reconnaissant le droit des gens « à la libre parole, à la manifestation et au libre choix » (ce dernier est l'un des principaux arguments des manifestants, opposés aux vaccins), rappelle le droit à la liberté de mouvement et à la sécurité : les personnes en situation de handicap et leurs aidants qui résident dans la zone occupée par le convoi sont très gênées car les restrictions empêchent de rendre les services habituels. La coalition demande aux manifestants de partir. Aucune réaction de leur part.

Cette situation très confuse n'a pas dégénéré. Mais la tension monte, et certains craignent des dommages matériels, car des brouettes remplies de jerricans sont apportées sur les lieux où campent les camionneurs et des feux sont allumés pour réchauffer ceux qui sont sous les tentes. Les eaux usées d'Ottawa ont montré une augmentation spectaculaire d'infections COVID19 depuis que le convoi y stationne. Au moment où la ville avait plus ou moins réussi à juguler la progression rapide d'Omicron, le voilà qui revient.

Les soignants, de leur côté, ont publié une lettre ouverte déclarant qu'ils se désolidarisent des *Freedom 2022* et qu'ils ne céderont pas aux menaces, ni ne cesseront de se montrer en public avec leur tenue et de promouvoir les mesures barrières et la vaccination. « Nous ne sommes pas des héros. Nous ne sommes pas des méchants. Tout comme vous, nous sommes exténués. Tout comme vous, nous voulons que la pandémie cesse. Mais il reste encore au Canada beaucoup de personnes vulnérables qui méritent protection. Nous ne les abandonnerons pas ».

La demande des soignants aux autorités n'est pas originale : il faut des moyens et de la protection pour continuer à assurer en sécurité leur mission de soigner tout le monde, « qu'ils aient ou non suivi nos consignes ». Ils demandent aussi « à TOUS les Canadiens » (les majuscules sont les leurs) à les épauler : « merci pour tout ce que vous avez fait pour prendre soin les uns des autres. S'il vous plaît, maintenant, prenez soin de nous ».

L'article couvrant le mouvement des camionneurs heure par heure :

<https://ottawacitizen.com/news/local-news/truck-convoy-residents-police-brace-as-protest-numbers-expected-to-swell>

La lettre ouverte des soignants est en ligne. Parmi les signataires, des universitaires ou chercheurs, des syndicalistes notamment infirmiers et infirmières, une « fière maman d'une infirmière diplômée », un « travailleur essentiel », et des médecins généralistes. Certains signataires tiennent à préciser leur activité de vaccination anti-COVID. Un voyage autour des provinces - et des métiers soignants - de tout le Canada :

https://docs.google.com/document/d/1wKWKgOLNpZUEhTyGZ3Mm1Tezq_dvtS8FBmwRAIgCgl/edit

Mise à jour du 19 février, après 24 jours de protestations à Ottawa

Le premier ministre Justin Trudeau a décrété l'état d'urgence nationale le 14 février, ce qui est un acte extraordinaire pour le pays. Il a été critiqué pour cela par l'association canadienne des droits civiques, qui soutenait que la police avait à sa disposition suffisamment de moyens et de pouvoirs pour faire cesser le désordre sans cet état attentatoire aux libertés publiques. Mais l'état d'urgence ne s'est pas traduit par une intervention de l'armée.

Le maire d'Ottawa a demandé à un ancien élu, personnalité locale écoutée et respectée, de négocier avec les porte-parole des protestataires pour limiter l'occupation de l'espace public par les camions, voitures, camping cars, tentes et autres installations. C'est une sorte de « miracle canadien » : les négociations ont réussi, les camions etc. se sont déplacés autour des bâtiments gouvernementaux.

Le chef de la police d'Ottawa a démissionné le 14 février, et a demandé pardon aux habitants de ne pas avoir agi davantage pour la tranquillité publique.

La correspondante du *NYTimes* dans la capitale canadienne, Sarah Maslin Air, qui a rendu visite aux protestataires et participé à leurs conférences de presse, témoigne dans la « Lettre coronavirus » du journal datée du 15.02.2022 : quand un journaliste, lors d'une conférence de presse, a posé une question sur une cachette pleine d'armes trouvée dans un camion, on lui a crié dessus, on l'a mis dehors et on a arrêté la conférence de presse. La « protection de la liberté d'expression » à géométrie variable.

La correspondante a été regardée avec suspicion elle-même car elle portait un masque : le masque est un signe de reconnaissance (ceux qui n'en portent pas sont censés soutenir les protestataires). « Si tu es une personne vulnérable, ne t'approche pas de moi qui ne porte pas de masque ; c'est dans ce sens-là et non dans l'autre que ça doit se passer », lui a-t-on dit.

La journaliste est surprise qu'il n'y ait eu aucun incident violent ou accident, tandis que des centaines de personnes occupent l'espace public, mangent, fument, boivent, transportent des jerricans de carburant, crient des slogans ou font sonner leurs cornes.

L'opinion publique semble de plus en plus favorable aux protestataires. Les gens en ont assez des restrictions. C'est pourquoi le gouvernement provincial d'Ottawa a levé l'obligation du port du masque en extérieur et assoupli l'ensemble des mesures.



Le pont de passage vers les États-Unis a été brièvement occupé par les camions, vite libéré. La frontière reste ouverte. Soulagement des deux côtés.

Le 20.02.2022, le site ottawacitizen.com rapporte que 200 personnes ont été arrêtées, en plus de la porte-parole du mouvement, Tamara Lich qui avait déjà été arrêtée il y a quelques jours. 57 véhicules ont été saisis et mis en fourrière par la police. Les trajets des bus de la ville continuent d'être modifiés, quelques accès à l'autoroute fermés pour éviter que d'autres camions viennent. Mais les habitants ne peuvent pas circuler...

Le nombre de véhicules a diminué, certains sont partis à cause du froid (tempête de neige), des opérations policières (peur d'être arrêtés) ou de l'avertissement que les participants qui stationnent illégalement dans l'espace public vont payer de très lourdes amendes. La police a commencé à mettre des contraventions aux camions pour les pousser à partir. Sur les vidéos, on en voit qui partent. La police... fait la police de la route, leur facilitant le passage.

Malgré les renforts que la police de l'Ontario a reçus d'autres provinces, les camions restants ne sont pas délogés et la protestation se poursuit. Mais on a beaucoup réduit l'espace occupé.

Quelles perspectives pour la semaine à venir ? Déloger les camions, certes, mais cette opération, toujours faite « à la canadienne » va sûrement prendre du temps. L'assouplissement des mesures de protection dans la province ne satisfait pas les *Freedom 2022* qui veulent la levée de toute mesure et de toute obligation.

<https://ottawacitizen.com/news/local-news/trucker-protest-day-24-police-maintaining-presence-downtown-fences-used-to-guard-cleared-areas>

Vaccin pour tous : la campagne « *This is Our Shot* »

Le docteur Navdeep Grewal, praticien hospitalier et enseignant-chercheur à l'Université de British Columbia, spécialisé en médecine d'urgence, a été l'un des initiateurs de cette campagne canadienne, dont l'activité foisonnante peut être suivie sur Twitter et sur son site internet. Le mot d'ordre de la campagne est le hashtag attractif *#TogetherAgain* : car « être ensemble » est ce qui nous a manqué le plus à cause de la pandémie. Le mouvement aspire aussi à « encourager à remplacer l'hésitation vaccinale par la confiance afin qu'on mette fin à la pandémie tous ensemble ».



Le site se veut un lieu de libre expression, où chacun peut poser ses questions et recevoir des réponses fondées sur la science. Et « quand vous êtes prêt à prendre rendez-vous », les lieux y figurent classés par province. Une série de vidéos pédagogiques par des jeunes est visible sur le site ; on peut acheter en ligne des tee-shirts siglés et poster ensuite une photo ou une vidéo pour convaincre ses amis.

Jusqu'ici, assez classique, direz-vous. Peut-être pas tant que cela, quand on songe aux messages gouvernementaux assez secs et d'un ton « administratif » que nous avons en France. Mais l'originalité de la campagne, d'où le rôle de notre collègue universitaire et de bien d'autres, est qu'elle veut toucher tout particulièrement les communautés les plus éloignées de la vaccination soit pour des raisons « raciales », soit parce qu'elles appartiennent aux segments de la population difficiles à toucher par les voies officielles, comme les réfugiés ou les nouveaux arrivants qui ne connaissent pas le système ou ne parlent pas la langue.

Une « clinique éphémère de vaccination anti-COVID », sur le modèle des « pop-up stores » où des artistes et artisans vendent souvent leur production pour quelques jours, s'est tenue en janvier (trois dates) et le 6 février. Annoncée par une jolie affiche destinée aux communautés noires, africaines et caribéennes, avec trois jeunes visages souriants, cette clinique vise à faciliter l'accès grâce à des « ambassadeurs » qui répondent aux questions des personnes sur place et « des professionnels de la santé noirs ».

Le public visé sont les enfants et adolescents, alléchés par l'idée de « gagner des prix » grâce à leur vaccination. Un numéro de téléphone pour aider à la prise de rendez-vous est fourni, car le public visé n'est peut-être pas si familier d'internet. De plus, les jeunes n'auront pas à se déplacer loin : les « pop-up » sont organisées dans les établissements scolaires secondaires ou primaires, dans les quartiers où vivent les communautés visées. En prime, elles offrent des troisièmes doses aux plus de 50 ans : les grands-parents pourraient ainsi en bénéficier et soutenir leurs petits-enfants.

Une autre initiative a eu lieu le 5 février, dans une bibliothèque publique à Hamilton, Ontario, co-organisée par le « Refuge », une ONG qui s'occupe de la santé des nouveaux arrivants, et le Hamilton Centre for Civic Inclusion.

L'annonce précise que le transport, l'interprétariat et tout autre service nécessaire seront fournis sur place et que la clinique éphémère est ouverte à tous à partir de 5 ans, pour toute dose. Dommage cependant qu'il n'y ait qu'un email et non un numéro de téléphone comme pour la précédente clinique. Mais l'idée d'organiser cela dans une bibliothèque publique est excellente : un lieu de savoir et un lieu de santé associés !

De plus, les grandes bibliothèques publiques sont souvent des endroits où se rassemblent les gens qui n'ont nulle part où aller ou qui veulent se retrouver entre étrangers. Combien de fois n'avions-nous pas béni la BPI (la bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou à Paris), ouverte jusqu'à 22h, qui nous permettait de rallier nos compatriotes doctorants lorsque la Sorbonne nous mettait dehors à 19h ?

This Is Our Shot s'adresse à tous les Canadiens et à toute personne résidant au Canada, sans exclusive. Cela fait plaisir quand on voit, sur sa page d'accueil, quatre visages souriants, deux femmes et deux hommes, illustrant la diversité de couleur de peau, d'âge et même de croyance (un sikh !) arborant fièrement leur pansement où il est indiqué pour qui ils se sont fait vacciner : « pour mes enfants », « pour mes grands-parents », « pour ma famille », « pour ma maman ».

Le sentiment de paix et de fraternité qui émane de cette campagne tranche avec la tension qui a submergé Ottawa quand les camionneurs de *Freedom 2022* sont arrivés.

Le site de la campagne, en une multitude de langues :

<https://thisourshot.ca/>

COVID-19 Vaccine Pop-up Clinic
For the Black, African, and Caribbean Communities

Fletcher's Meadow Secondary School	Chinguacousy Secondary School	Lincoln M. Alexander Secondary School	Churchill Meadows Elementary School
10750 Chinguacousy Rd, Brampton, ON L7A 2Z7 January 22, 2022 Register at: forms.co/3HVMPT	1370 Williams Pkwy E, Brampton, L6S 1V3 January 29, 2022 Register at: forms.co/3F1CV55	3545 Morning Star Drive, Mississauga, L4T 1Y3 January 30, 2022 Register at: forms.co/3qjfuAa	3310 McDowell Drive, Mississauga, L3M 6R8 February 4, 2022 Register at: forms.co/3HVMCCZ

Black health professionals and community ambassadors will be on-site to answer vaccine questions.

Appointments available for 1st, 2nd and 3rd/booster doses for those 5+ from 10:30 a.m. to 5:30 p.m. Limited walk-ins available for 1st and 2nd doses for all ages and boosters for those age 50+.

If you need support booking or have questions, call **Roots Community Services**: 647-812-8545.

Get vaccinated for the chance to win great prizes!

COVID-19 WALK-IN VACCINATION CLINIC

SCHEDULE
Sat, Feb 5th
11am-3pm
Pfizer & Moderna

LOCATION
Hamilton Public Library
Barton Branch
571 Barton St E
Hamilton, ON L8L 2Z4

ELIGIBILITY
Open to everyone 5+
1st / 2nd / 3rd Doses available.
Transportation, interpretation and other supports available.
Email us at: covidvaccine@newcomerhealth.ca

**REFUGE**
NEWCOMER HEALTH
Where humanity meets healthcare.

Espagne

Le « jour d'après » commence aujourd'hui

On se rappelle que, pendant les premiers confinements, on rêvait du « jour d'après », pensant que les circonstances exceptionnelles que vivait l'humanité allaient enfin changer la donne au profit des travailleurs et des peuples. Des syndicats de plusieurs pays avaient élaboré leurs plans pour un futur juste et égalitaire qui redonnerait aux forces productives la place méritée. On y vantait les mérites des services publics, de la stabilité d'emploi, de la rémunération du travail selon son utilité sociale, des droits des travailleurs, de la démocratie qui ne s'arrête pas à la porte des lieux de travail. On voulait en finir avec des législations régressives.

Cependant, aucun changement ne s'est jamais fait automatiquement. Les droits (qu'on appelle « des acquis », mais sont des conquêtes) ont été gagnés par la lutte. Certes, ils ont été concrétisés pendant des périodes de convergence entre le syndical et le politique, mais ce n'étaient jamais des cadeaux.

En Espagne, les deux principales confédérations syndicales qui se définissent « de classe », CC.OO (*Comisiones Obreras*) et UGT (*Unión General de Trabajadores*) se sont battues pour abolir la loi travail votée par le gouvernement PP (*Partido Popular*, conservateur) en 2012. Celle-ci établissait une grande flexibilité du marché du travail, au point que l'Espagne était devenue le paradis des patrons qui voulaient délocaliser mais bénéficier d'une main-d'œuvre formée selon les standards de l'Europe de l'ouest. L'économie espagnole était devenue un modèle pour les néolibéraux.

Tout cela a changé en janvier 2022, suite à presque deux ans de lutte acharnée des syndicats pour imposer « leur » réforme du travail. Des négociations tripartites se sont tenues, le patronat a exercé ses énormes pressions. Mais le ministère du travail avait à sa tête une femme, Yolanda Diaz, qui défilait le Premier mai avec les syndicats et déclarait aux journalistes que la place d'une ministre du travail est là où sont les personnes qui travaillent. Unai Sordo, le secrétaire général des CC.OO, l'avait interpellée lors d'un forum européen, en lui disant qu'il ne suffit pas de défiler, il faut passer aux actes. Elle a tenu face au patronat, avec l'idée de « favoriser le dialogue social », mais donnant toujours la priorité aux demandes des syndicats : une réforme du travail doit être celle des travailleurs.

Au Parlement, la réforme est passée à une voix. Mais elle maintenant la nouvelle loi travail. CC.OO et UGT font la tournée du pays pour la promouvoir, mais surtout pour dire que les syndicats ne baissent pas la garde face au patronat.



#AHORASI
GANAMOS DERECHOS
ACORDADA UNA **REFORMA LABORAL QUE MEJORA**
LAS CONDICIONES DE LA GENTE **TRABAJADORA**

ACTO SINDICAL
16/02/2022 10:30 h.

Palacio de Congresos
de Toledo
Paseo Miradera, s/n

UGT  **CCOO**

La nouvelle loi prévoit que le CDI devient la norme. Le contrat dit de « tâche » ou de « service » disparaît. Le CDD est strictement encadré, autorisé seulement pour des emplois vraiment temporaires et sa durée légale passe de 4 ans à 12 mois. On considère que l'activité est permanente quand elle dépasse les 18 mois dans un total de 24 mois (avant c'était 30 mois). Les mesures de type chômage partiel appliquées pendant la pandémie pour sauvegarder les emplois sont incorporées au statut des travailleurs qui ont droit à des formations et ne peuvent plus être victimes de licenciements collectifs, ni dans le privé, ni dans le public.

La sous-traitance est encadrée aussi. On se rappelle que les coursiers à vélo espagnols ont gagné, pour la première fois en Europe, une requalification en salariés. Les plateformes ne peuvent plus utiliser ce « cheval de Troie » pour contourner le droit. La règle de la négociation collective est rétablie, du niveau national à celui de l'entreprise. À ce dernier niveau, il est interdit d'appliquer des normes inférieures aux normes nationales.

Il est prévu une augmentation significative des moyens et des postes de l'inspection du travail, même si des chiffres concrets ne sont pas inscrits dans la loi, ce que déplorent les syndicats.

Dès la mise en application de la nouvelle réforme, on a constaté une augmentation de 50% des CDI (données de janvier 2022). Les estimations des CC.OO sont qu'en février ce sera la même chose et qu'en six mois cela augmentera encore plus, dans toutes les régions du pays.



Dans la foulée, une autre loi très attendue vient d'entrer en vigueur : le SMI (le SMIC espagnol) est augmenté à 1000€ brut sur 14 mois/an, avec effet rétroactif au 1er janvier 2022. C'est un pas de plus vers la revendication des CC.OO d'un SMI à 60% du salaire médian. Mais il faut être très vigilant, dit le syndicat, car les patrons veulent augmenter les primes plutôt que le salaire. Cela fait plus qu'un petit coup de pouce pour les personnes qui vont gagner 35€ de plus par mois minimum. Le profil de la personne qui bénéficie en premier lieu de la hausse du SMI : une femme de moins de 35 ans avec un contrat temporaire qui travaille dans l'agriculture ou les services.

Les syndicats espagnols ont appris de la pandémie et ont réussi à ce que les mesures protectrices servent à quelque chose sur le chemin du retour à la « normale » (et non, comme en France, « à l'a-normale »). Comme le dit Unai Sordo dans un article au mensuel *Mundo Obrero* de février 2022, « c'est une excellente réforme du travail ». Elle « permettra la reconstruction d'un nouveau contrat social » afin « d'affronter la vague réactionnaire installée en Espagne », faisant référence au débat si Vox, le parti d'extrême droite, doit ou non entrer dans des gouvernements régionaux. Sordo est formel, il faut exclure ces gens qui n'ont jamais été des amis du monde du travail. Et comme cette réforme est un progrès « inédit en démocratie », l'Espagne doit rester démocratique et sociale.

« **Maintenant, nous gagnons des droits !** ».

L'article d'Unai Sordo dans *Mundo Obrero* :

<https://www.mundoobrero.es/pl.php?id=12838>

La description de la réforme sur le site des CC.OO, et ce qui reste à faire pour les syndicats :

<https://www.ccoo.es/noticia:616690>

Mari Cruz Vicente, secrétaire confédérale des CC.OO, sur l'augmentation du SMI :

<https://www.ccoo.es/noticia:615904>

États-Unis

Le commerce des faux certificats vaccinaux continue de prospérer...

... grâce, entre autres, à l'un des assaillants pro-Trump du Capitole. Selon le *NYTimes* du 18.02.2022, un réserviste des Marines, Jia Liu, avait monté avec un infirmier une entreprise bien lucrative de fabrication de faux certificats vaccinaux.

Jia Liu était l'une des personnes qui avaient participé à l'invasion du Capitole des États-Unis le 6 janvier 2021, ces hordes hétéroclites poussées par Trump le jour où les résultats définitifs de l'élection présidentielle devaient être proclamés. Il avait été filmé avec ces bandes, on le voit sur la photo qui illustre l'article avec une capuche aux couleurs du drapeau américain.

Jia Liu est un jeune homme de 26 ans. Son complice, l'infirmier Steven Rodriguez, 27 ans, travaillait dans une clinique où on vaccinait les gens.

L'idée était simple : l'infirmier avait à sa disposition des certificats vierges qui devaient être remplis et remis aux personnes vaccinées ; il les volait et les remettait à Jia Liu pour les vendre via des messageries cryptées, y compris à des réservistes des Marines qui ne voulaient pas se conformer à l'obligation vaccinale décrétée par le Pentagone. Une autre combine marchait bien aussi : l'infirmier recevait dans sa clinique des personnes qui refusaient la vaccination ; il détruisait les doses qui leur étaient destinées et remplissait les certificats avec... les vraies données des vaccins détruits et du patient qui repartait trop content (mais un peu délesté de son argent).

Quand la police avait démantelé ces combines, plus de 300 certificats avaient été vendus à New York.

Les deux compères ont été arrêtés et mis en examen. Jia Liu l'était déjà pour l'assaut du Capitole. Il a eu trois autres chefs d'accusation : conspiration contre le département de la santé des États-Unis (l'équivalent du ministère) ; faux et usage de faux ; et conspiration contre le département de la défense, puisqu'il procurait de faux certificats à des militaires.

Les deux ont plaidé « non coupable » le jeudi 17 février. Jia Liu a été libéré sous caution (250.000\$) avec un bracelet électronique. Rodriguez a simplement eu une caution de 100.000\$. Ils vont comparaître libres. Mais s'ils sont condamnés, ils risquent 10 ans de prison. L'infirmier n'a pas d'antécédents judiciaires, il est un considéré comme « un jeune père de famille tranquille ». Mais alors pourquoi se mettre avec l'assaillant du Capitole, qui ne l'est pas du tout ?

Ce commerce de faux a du succès outre-Atlantique (cf. *Fenêtre* n°24). On préfère payer pour « garder sa liberté » que se faire vacciner gratuitement... Mais n'est-ce pas un critère de sélection par l'argent ?

<https://urlz.fr/hvbl>

Grèce

Les conscrits s'organisent face à la COVID19

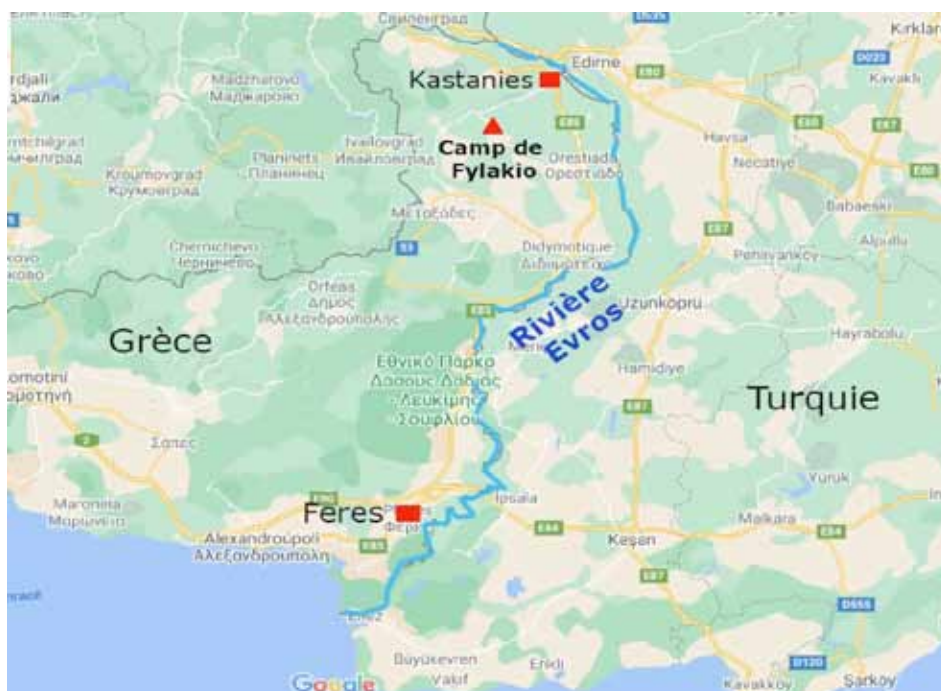
En Grèce la conscription est obligatoire. Les jeunes hommes font leurs classes, seulement reportées pour des raisons d'études. Il existe des objecteurs de conscience, mais la société accepte depuis toujours ce passage par l'armée, le considérant comme une sorte de complément à « l'éducation » des futurs « défenseurs » d'un pays qui a fort à faire avec les provocations turques que l'OTAN (dont Grèce et Turquie sont membres) ne fait rien pour stopper et tout pour attiser.

Mais la conscription en période de énième vague pandémique, comme c'est le cas en ce moment où Omicron et ses sous-variants frappent durement le pays et épuisent son système de santé miné par des décennies d'austérité (cf. *Fenêtre* n°26 en dernier lieu) a fini par exaspérer les jeunes hommes dont le statut militaire interdit de se syndiquer. Qu'à cela ne tienne : les conscrits en ont assez que leurs casernes deviennent des terrains de jeu pour le coronavirus, des lieux « de corona-parties » comme ils disent. Ils se sont organisés en un réseau au nom évocateur Spartacus, et, comme les esclaves romains, se sont enfin rebellés.

« Spartacus » sévit dans les casernes du pays, en janvier à Thèbes (Grèce centrale) et en ce mois de février à la caserne d'Evros, ce grand fleuve de Thrace qui constitue la frontière terrestre entre la Grèce et la Turquie.

Faire son service militaire à Evros c'est être garde-frontière, investi d'une mission très sensible compte tenu des réfugiés qui tentent continuellement d'entrer en Grèce en traversant le fleuve. En théorie, les militaires sont là pour les empêcher, mais en pratique, comme le dit le communiqué de « Spartacus », les conscrits ne veulent pas devenir des « chasseurs de migrants », surtout pas au moment où leur première préoccupation est d'éviter de se faire contaminer par la COVID19.

Pour qui n'habite pas la région élargie du nord de la Grèce, être affecté à Evros est une galère, parfois une punition (souvent on menace les jeunes conscrits qui ne se tiennent pas tranquilles de les envoyer à Evros...). Si en plus il y a la COVID19, le désarroi des jeunes grandit. D'où la protestation vive de « Spartacus », publiée in extenso le 6.02.2022 dans le *Journal des rédacteurs*, en réponse à une émission télé qui présentait une image idyllique de leur caserne.



« Regardez quelle promiscuité dangereuse règne dans notre caserne ». Par temps de coronavirus, tandis que l'Armée ne prend pas les mesures nécessaires, ce qui amène à croire que la ministre de la Défense nationale a fait le choix de l'immunité de groupe pour les soldats, ceux-ci écrivent : « nous sommes encore une fois devenus une unité COVID. Ils nous emmènent des cas COVID d'autres casernes. Ils nous mettent ensemble avec des personnes qui ont la COVID. Dans les dortoirs, il n'y a plus de place ; nous sommes les uns sur les autres. Mais quand le commandant vient, nous portons tous des masques... ».

Suit la description, photos à l'appui, des conditions matérielles inadmissibles dans lesquelles vivent ces gardiens de la sécurité du pays, ainsi que l'interpellation de la hiérarchie militaire et civile. Pourtant, la Grèce dépense 65 milliards d'€ pour son équipement militaire, et recrute même des « mercenaires » (c'est le terme de « Spartacus », apparemment la professionnalisation de l'armée ne passe pas).

« Nous exigeons la mise en place de mesures sérieuses de protection contre le coronavirus et le respect des préconisations des protocoles sanitaires », poursuit le communiqué.

« Collègues, il nous faut résister. Il nous faut contester. Venez au réseau Spartacus pour mener le combat de défense des droits du soldat, qui est un citoyen en uniforme ».

Le ton est effectivement combatif, et la phrase « nous ne serons pas leur chair à canon » rappelle les mutineries légendaires de la Première guerre mondiale.

Ces conscrits n'ont pas seulement le souci de se protéger de la pandémie, car leur texte rejette aussi l'allégeance aux grands groupes comme Total ou Exxon Mobil, propriétaires des gazoducs et pipelines qui passent par Evros et qu'ils sont censés garder. Enfin, voilà leur prise de conscience de leur rôle « citoyen » : ils ne veulent pas « devenir des prétoriens ou des chasseurs de réfugiés ». Ils ne veulent pas « chasser du migrant ». Ils veulent combattre « l'establishment » militaire et les bases américaines dont l'implantation est favorisée par le gouvernement conservateur.

Certes, la protestation des soldats ne vaut pas la grève des dockers du Pirée (employés par la compagnie chinoise COSCO, concessionnaire du port), ni les mobilisations des agriculteurs qui recommencent, ni, bien sûr, celles, quasi permanentes, du personnel médical via leur organisation ΠΟΕΔΗΝ. Mais il est important de souligner que la pandémie a fait naître une conscience collective chez des jeunes gens qu'on dit apolitiques et qu'on considère comme blasés ou intéressés juste par la recherche « d'une bonne planque », d'un « piston efficace » pour fuir la caserne et se la couler douce dans un bureau pendant « le temps perdu » du service militaire.

Spartacus avait entraîné les esclaves romains vers la révolte. « Spartacus » mène les conscrits grecs vers une prise de conscience de la force de la lutte collective.

Vos traducteurs préférés vont maintenant s'enrichir du vocabulaire militaire :

https://www.efsyn.gr/ellada/koinonia/330942_athlies-synthikes-kai-koronoparti-katagellei-o-spartakos-gia-tis-monades

À l'Université de Thessalonique, on revendique une gestion raisonnable et équitable de la pandémie

La gestion de la pandémie dans l'Université Aristote de Thessalonique est une « question de classe », dénonce une « initiative d'universitaires » dans un communiqué publié en intégralité dans le *Journal des rédacteurs* le 16.02.2022. On constate effectivement un laisser-aller qui ne protège ni les collègues, ni les étudiants. Dans la continuité de l'étude de deux universitaires sur la gestion de la pandémie que le gouvernement a prétexté « ne pas connaître » même si l'un d'eux était mandaté directement par le ministère de la santé (cf. *Fenêtre* n°26), les préconisations des experts sanitaires pour les universités n'ont

pas été prises en compte, c'est pourquoi les collègues s'inquiètent de la sécurité sanitaire au moment où en Grèce les contaminations sont toujours en hausse.

Les seules mesures prises sont bureaucratiques, à savoir une sorte de « certification » de la conformité des universités avec des règles nationales (difficiles à connaître précisément), sans tenir compte de la situation locale et sans consulter le personnel. Les Prytanes (l'équivalent des présidents d'université) décident. Le ministère accorde une sorte de satisfecit, mais ce n'est pas parce que les règles sont respectées sur le papier qu'elles le sont aussi dans la réalité quotidienne.



Malheureusement, ce « respect des règles » se traduit par une sorte de « stérilisation » de l'Université, à savoir la suppression de tout, notamment la répression des mobilisations syndicales ou étudiantes pour la défense du caractère public de l'ESR. Les endroits où peuvent se réunir les étudiants ont été fermés « pour des raisons sanitaires ». Les collègues dénoncent l'invasion des MAT (l'équivalent des CRS) dans les campus et la désinformation répandue dans les médias concernant ces mobilisations. Quant au contrôle des certificats sanitaires des étudiants via une liste appelée « edupass », ce n'est qu'une apparence car elle ne sert pas à améliorer la situation sanitaire de l'université.

Le communiqué des collègues soulève une question importante liée à la gestion de la pandémie par les autorités, ce qui n'arrive pas seulement en Grèce mais a été observé dans plusieurs pays, notamment quand il s'agit de gouvernements conservateurs ou réactionnaires : la pandémie a mis en lumière les inégalités de classe et a été gérée selon des « principes de classe ». Les universitaires, sont considérés comme des « privilégiés » : en grande majorité fonctionnaires, avec un salaire stable ; même les contractuels ont un salaire « acceptable » comparé à beaucoup d'autres professions ; ils et elles exercent des métiers choisis et aimés ; dans la situation économique instable actuelle, « ils évitent le pire ». Cette « classe privilégiée » ne va quand même pas se soulever et revendiquer, semble penser le gouvernement.

Mais le communiqué montre que même les « privilégiés » sont à bout : « pourquoi permettre aux Prytanes de se montrer aussi zélés pour faire plaisir au ministère, tandis qu'ils méprisent ouvertement la santé publique et la cohésion sociale, deux questions que la pandémie a mises sur le devant de la scène de façon prégnante ces deux dernières années ? ».

Même faisant partie d'une classe « privilégiée », les universitaires sont aujourd'hui devant la nécessité de défendre non seulement leur métier, mais aussi et surtout la santé et le bien-être de tous et, du même coup, un enseignement supérieur public de qualité.

Voici pour vos traducteurs, très sollicités :

https://www.efsyn.gr/ellada/ekpaideysi/330273_protoboylia-panepistimiakon-idiotypos-taxikos-ekbiasmos-i-diaheirisi-tis

Israël

Le « passe vert » ne fait plus recette

Haaretz publie le 30.01.2022 un article préparant les esprits à la levée du fameux « passe vert », un système de passe sanitaire et vaccinal assez strict qu'Israël était le premier à avoir mis en application quand il a mis fin aux confinements en mars 2021 (cf. *Fenêtre* n°17). Le gouvernement l'a maintenu pour la première semaine de février 2022 et, pour les écoles, jusqu'au 27 du mois.

Des experts en santé publique qui témoignent dans l'article s'inquiètent que ce passe, installé depuis trop longtemps dans le paysage, ne donne une fausse impression de sécurité et n'incite les gens à ne plus respecter les mesures de protection. Le « passe vert » n'avait aucun effet sur le nombre de contaminations dues à Omicron, qui ont continué d'augmenter en Israël jusqu'à la mi-février. Et le ministère de la santé a enfin reconnu que ce système demande une logistique bien trop complexe comparée aux bénéfices sanitaires que le pays peut en tirer.

On se rappelle qu'en Israël, comme en France, des restaurateurs et autres gérants de lieux où le passe était obligatoire ont considéré qu'ils n'étaient pas des contrôleurs, que leur personnel avait déjà suffisamment de travail et qu'ils ne voulaient pas se charger d'une tâche supplémentaire.

On se rappelle le problème juridique qui a surgi : contrôler l'identité des personnes (en plus du passe) ne peut se faire que par des agents habilités et des policiers. Des défenseurs des droits civiques en Israël avaient mis en garde contre les données du passe vert accessibles à trop de personnes qui pouvaient exercer une surveillance, voire un chantage : des « fuites » de données d'enseignants consultables par tous les proviseurs, des pressions par des employeurs, d'autres « fuites » de données accessibles aux autorités locales... Un système de surveillance dont le pays a le secret.

Mais tout le monde s'est fait peu à peu et au contrôle du passe, et à celui de l'identité. Maintenant, le gouvernement israélien s'oriente plutôt vers le port du masque, ayant constaté que les règles du « passe vert » n'étaient plus appliquées scrupuleusement. Mais personne ne vérifiait pas non plus leur application. La preuve, seulement 36 entreprises ont eu des amendes pour non respect et seulement 8 d'entre elles pour violation du « passe pourpre » indiquant la jauge de clients à recevoir.

Le professeur Nadav Davidovitch qui dirige l'École de santé publique de l'Université Ben-Gourion pense que, si le « passe vert » ne remplit pas son objectif de créer une situation épidémiologique la plus sûre possible, il n'a plus lieu d'être. Il pourrait être remplacé par une utilisation massive des tests antigéniques. Mais il prévient : « cet outil pourrait nous servir dans l'avenir », c'est pourquoi il ne prône que sa suspension. Quant à la vaccination, « les gens doivent être vaccinés car le vaccin s'est révélé un moyen pour être en sécurité et éviter d'être gravement malade ou de mourir, même s'il est moins efficace pour éviter la contamination ». Donc, ce n'est pas pour se conformer à un passe quelconque qu'on doit se faire vacciner, mais pour des raisons de santé publique.

Un virologue de l'Université de Tel-Aviv met aussi en garde : les personnes vaccinées ont eu l'impression d'être en sécurité grâce au passe, c'est pourquoi il faut l'abolir. Face à Omicron, il est inutile.



C'est un progrès concernant les libertés publiques, surtout dans un pays spécialisé dans la surveillance non seulement de sa propre population, mais aussi du monde entier. N'est-ce pas une firme israélienne qui a inventé le fameux logiciel espion « Pegasus » qui a mis sous surveillance de très nombreux journalistes du monde entier dont les enquêtes notamment sur les droits humains déplaisaient à des régimes autoritaires ?

<https://urlz.fr/hvbK>

Italie

Pfizer fait des profits colossaux, mais procède à des licenciements collectifs

À Catane, en Sicile, Pfizer a investi 27 millions d'euros pour doter son usine de nouvelles machines et accroître l'innovation technologique. Mais « en même temps », la multinationale dont l'action est en hausse de 80% les deux dernières années (c'est-à-dire depuis le début de la pandémie) licencie massivement. 130 employés directs seront victimes d'un licenciement collectif et 80 contractuels ne verront pas leur contrat renouvelé. La plupart des licenciés ont moins de deux ans d'ancienneté.

L'usine sicilienne a été dotée d'un centre de production de vaccins anti-COVID quand la pandémie battait son plein et que les vaccins commençaient à être produits en grande quantité. Mais aujourd'hui elle doit devenir « plus efficace », ce qui en langage simple signifie utiliser son personnel comme variable d'ajustement. Les syndicats soupçonnent d'ailleurs que ce n'est qu'un début qui pourrait conduire Pfizer à se débarrasser de cette usine où travaillent encore 700 personnes. La difficulté est que les négociations doivent se faire avec la direction centrale de la multinationale qui siège aux États-Unis.

Le quotidien *Il Manifesto* du 9.02.2022 qui rapporte l'affaire présente quelques morceaux choisis de la communication de Pfizer concernant ces licenciements que les élus et les syndicats trouvent scandaleux. En prévision de la rénovation de l'usine, « quelques ajustements sont nécessaires, dus aussi à la baisse de la demande d'un antibiotique injectable » produit sur le site. Non, il n'est pas question de partir : « le site de Catane continuera à jouer un rôle fondamental pour Pfizer, y compris concernant la réponse à la pandémie, la production de médicaments injectables et d'antibiotiques ». Le terme « licenciement » n'est pas employé, il s'agit de « changements nécessaires pour garantir le futur de l'établissement ; dans cette phase difficile (sic), les collègues (re-sic) sont notre priorité ».



Axios @axios

\$36,800,000,000.

That's how much Pfizer reported in COVID vaccine sales in 2021 — making it the top-selling pharmaceutical product ever in a single year.



axios.com
A new top-selling medicine: Pfizer's COVID vaccine

Pfizer prétend « travailler avec les syndicats », mais ceux-ci ont déjà déposé un préavis de grève. Pfizer pense pouvoir « transférer » quelques-uns de ces travailleurs au siège, à Ascoli Piceno, mais une députée citée par *Il Manifesto*, qui s'offusque de l'annonce de licenciement faite aux intéressés par WhatsApp, trouve que c'est inadmissible car les mutations ne seront offertes que pour un tout petit nombre de personnes avec des qualifications très spécifiques. Ce n'est pas du tout sûr que les travailleurs, qui ont des familles, pourront ainsi se déraciner du jour au lendemain. L'offre est donc seulement un effet d'annonce.

Un représentant de la CGIL régionale cité par *Il Manifesto* dénonce la stratégie de Pfizer qui réduit la voilure et ne laisse à Catane qu'un établissement produisant quelques antibiotiques : « le premier à fermer était le centre de recherche ; ensuite, la spin-off de la division de santé animale. La vérité est que Pfizer a une dette énorme envers notre territoire ». Et toujours cette suspicion que les Américains veulent fermer l'établissement, qui, selon la CGIL, devrait au contraire jouer un rôle clé dans le bassin méditerranéen.

Pfizer aurait-elle l'intention de faire une opération immobilière ? C'est l'une des craintes de la CGIL. Vendre un établissement de 27.000 mètres carrés, situé dans un terrain qui en fait 140.000, pourrait lui rapporter beaucoup d'argent. Qui s'ajouterait aux sommes astronomiques gagnées grâce aux vaccins, et maintenant grâce aux précommandes du médicament anti-COVID Paxlovid (qui a été copié par les Bangladais, cf. *Fenêtre* n°26, bien fait pour la multinationale).

Il faut plus que la déclaration du gouvernement stipulant qu'il est prêt à intervenir en cas de besoin. Plus que la traditionnelle table ronde avec la Confindustria (le patronat italien), les syndicats CGIL, CISL et UIL rassemblés, la région Sicile et la commune de Catane. Il faut reconnaître la « dette envers le territoire » de Pfizer, dont parle la CGIL, et lui demander de la rembourser. Il faut sauver les emplois dans une région dont l'économie (en grande partie fondée sur le tourisme) a été durement frappée par la pandémie. Pfizer investit dans les machines. Il faut trouver un moyen de la contraindre d'investir aussi dans les humains.

L'article concernant les licenciements en Sicile :

<https://urlz.fr/hvbN>

Et un autre article d'*Il Manifesto* du 9.02.2022 sur les profits record réalisés par Pfizer en 2021. Elle est maintenant la plus grande entreprise pharmaceutique du monde :

<https://urlz.fr/hvbO>

